

**Tekst ten wygłosilem w Pradze w roku 2001 na konferencji poświęconej transformacji w krajach Europy Środkowej zorganizowanej przez francuski CNRS. Tekst oparty jest na wykładzie inauguracyjnym w Wyższej Szkole Bankowej z roku 1994.**

## **Vers l'économie de marché par la crise.**

Le sujet de ma présentation sera la crise économique qui a touché tous les pays où le régime communiste s'est effondré, indépendamment de la politique économique introduite dans ces pays. Dans différents pays cette crise a eu une ampleur différente. On peut donc conclure que la crise a été causée par des facteurs communs mais que sa gravité ainsi que sa durée ont dépendu de facteurs spécifiques aux différents pays. Je vais m'efforcer de décrire ces deux catégories de facteurs. Je me base sur mes propres observations et non sur la littérature de la transformation.

### **I. La nature de la crise de la période de transformation**

Dans les sociétés où fonctionne la division du travail l'activité économique est liée à l'échange qui crée un réseau de liens horizontaux entre des sujets. Si ce réseau se développe librement nous avons un système de marché. Par contre si le réseau est fixé d'une manière centralisée par l'administration de l'État le système de marché est remplacé par un système planifié. Et inversement: si d'une quelconque raison le système planifié cesse de fonctionner la régulation spontanée s'instaure à nouveau et nous revenons au système de marché. La grande transformation des pays

post-communistes a consisté au remplacement du système de planification par le système de marché. Ce remplacement n'a pas été et n'aurait pas pu être l'objet d'un choix. C'était un événement spontané. Le marché se recréait seul sans le consentement des gouvernements, des parlements ou des présidents. Il s'est recréé au moment de la chute du communisme, et l'abolition du système planifié, en tant que son contraire, en tant que son successeur inévitable. Ce système planifié était un élément immanent de la dictature et ne pouvait exister dans un autre milieu et surtout pas dans la démocratie. La disparition de la peur engendrée par le pouvoir d'État – un phénomène qui précède la vague révolutionnaire – a entraîné l'activation dans les entreprises d'État d'intérêts et de forces économiques autonomes. Les outils administratifs ont perdu leur efficacité lorsque l'État adapté à leur utilisation a cessé d'exister. La coordination planifiée s'est effondrée ce qui a entraîné la fin des liens de coopération établis par elle. Les entreprises formellement toujours appartenant à l'État sont devenues indépendantes, ont subi une soi-disant "désétatisation" causée par la force des événements et non pas par des décisions administratives. Comme la régulation administrative a disparu, sa place a été prise par une régulation résultant des décisions des fournisseurs et des preneurs, des vendeurs et des acquéreurs et par la même le système de régulation de marché s'est réintroduit. La conclusion serait donc que si la dictature communiste finit, le système de marché réapparaît tout seul sans être introduit par quiconque. De plus ce retour est inévitable. A mesure que les entreprises deviennent indépendantes (que cela se passe avec l'accord du pouvoir d'État ou bien à cause de son impuissance à y remédier) le marché apparaît comme résultat irrémédiable de cette indépendance. Cette constatation concerne cependant seulement le marché en tant que mécanisme

de régulation des événements économiques. Toute la richesse des institutions qui aident à la régulation du marché n'est pas bien sûr restituée par la même. Au point initial c'est un marché sans droits et institutions propres à lui, sans métiers et connaissances nécessaires pour y fonctionner. Les opinions disant que "dans un tel pays post-communiste il n'y a pas encore de marché" sont vraies si l'on entend par cela que le degré d'institutionnalisation du marché de ces pays est insatisfaisant mais elles sont fausses s'il s'agit des mécanismes de régulation économique. Je différencie donc l'acte de restitution du marché (qui a lieu sans exceptions aussitôt que le régime se désintègre) et le processus d'institutionnalisation du marché (qui dure plus longtemps et dont le rythme dépend de facteurs locaux et donc qui se déroule selon des formules nationales).

Le rétablissement du marché après une période où l'économie fonctionnait selon un système planifié est accompagné par une crise économique générale. Il n'y a pas de pays qui a contourné cette crise. L'année 1989 marque le début de la crise. Dix ans après elle dure toujours dans certains pays de l'ex-bloc communiste. Par contre dans d'autres pays la crise s'est terminée si l'on considère comme date de fin de crise le rétablissement de la croissance économique. Nous pouvons considérer la chute du produit national brut en tant que marque synthétique de la crise. Comparé au niveau de 1989 le produit national brut est tombé pendant de la crise à 18% dans le groupe de Vyšehrad, 28% dans les anciennes démocraties populaires balkaniques; 52% dans les pays baltes, 38% dans la partie européenne de la Communauté des États Indépendants; 24% dans l'ancienne Asie centrale russe. La dimension de l'effondrement et l'étendue du territoire sur lequel il a eu lieu permet de classer la crise accompagnant la chute du communisme parmi les plus

grandes catastrophes économiques dans l'histoire.

Pourquoi la crise s'est-elle manifestée dans tous les pays? La réponse à cette question est simple. Le système planifié a cessé de fonctionner et a été remplacé par une régulation de marché. Par contre le tissu économique de l'ancien système est resté: les entreprises dont les caractéristiques étaient inadéquates au système de marché, les habitudes et aptitudes humaines inadaptées, la structure des professions, des secteurs et de la propriété dans l'économie. La collision (que je vais caractériser plus loin) du tissu économique formé par des décennies d'économie planifiée avec une régulation de marché a causé la crise souvent appelée d'une façon erronée - récession. La différence entre crise et récession est aussi grande qu'entre un climat qui change et le temps qui se gâte pour l'après midi. La récession arrive avec le mauvais temps, la crise de transformation éclate lorsque le climat change d'une façon permanente également lorsque c'est un changement pour le mieux. La crise était inévitable parce qu'avec la chute de la dictature la régulation de marché de l'économie a commencé à fonctionner tout de suite tandis que l'adaptation des institutions et du tissu économique a pris du temps parfois très long. La crise était donc le résultat d'une incompatibilité soudainement révélée de l'économie créée par le plan et du marché. Aucune politique ne peut remédier à l'apparition d'une telle crise parce qu'aucune politique ne peut provoquer l'adaptation immédiate de l'économie et aucune politique ne peut répartir la chute du communisme en mensualités.

La crise a eu différents degrés d'intensité dans différents pays principalement à cause des traits spécifiques de ces pays dont je ne vais pas m'occuper ici. On peut cependant trouver une règle dans cette différence d'intensité: la crise était plus

courte et moins forte dans les pays où les réformes ont été introduites avec plus de conséquence et plus dynamiquement. Les réformes n'introduisaient pas le marché même, mais elles introduisaient des normes et des institutions propres à lui et elles éliminaient les institutions de l'ancien système et reconstruisaient le tissu économique hérité. Par contre dans les pays où l'institutionnalisation du marché et la reconstruction du tissu économique s'écoulaient avec peine et sans conséquence la crise a été la plus grave et dure jusqu'à ce jour.

## **II. Le mécanisme de la crise de transformation**

Je vais maintenant passer à la description du mécanisme de la crise de transformation en me limitant à quelques éléments. Lorsque l'administration de l'économie par le pouvoir d'État s'est effondré les événements économiques ont cessé d'être réglés par les décisions et par les préférences de celle-ci; ils ont commencé à être réglés, bien qu'encore avec des obstacles et d'une façon imparfaite, par les décisions et les préférences des consommateurs - acquéreurs. Le passage de l'économie de la préférence du pouvoir d'État aux préférences des acquéreurs a causé une transformation immédiate et profonde de la structure de la demande des services, des biens, du travail etc. Ce passage consistait en la diminution ou la disparition de la demande pour certains biens et l'expansion ou bien l'apparition de la demande pour d'autres biens. Dans des études de la réaction des entreprises à la situation de la chute du communisme menées dans plusieurs pays, la transformation soudaine de la structure de la demande est citée comme la cause la plus importante ou bien l'une des plus importantes de l'éruption soudaine des difficultés économiques inconnues auparavant de ces entreprises. On pourrait donc formuler un paradoxe en déclarant que c'est le consommateur-acquéreur qui a

été la cause de la plus grande crise économique de la deuxième moitié de ce siècle. Il l'a causée car il a commencé à jouer un rôle dont on l'avait privé il y a 50 ou bien 75 ans auparavant par l'acte d'instauration de l'économie planifiée. La crise est donc le prix à payer pour la restauration du rôle du consommateur en tant que sujet principal de la régulation de l'économie. Voilà donc la nature de la collision de l'ancien tissu économique avec la régulation du marché.

La transformation de la structure de la demande a initié la vérification de l'utilité de l'offre formée par les conditions du système planifié. Dans une étape plus tardive la vérification du tissu économique qui s'est créé sous son influence et afin de satisfaire ses besoins. Cette vérification a résulté en l'augmentation du pourcentage des produits et services impossible à écouler dans l'offre globale. Cette "impulsion première" a causé toute une cascade d'impulsions secondaires et en fin de compte une avalanche: l'effondrement économique. Suivons pendant un instant le cours de cette cascade. La production des biens acceptés auparavant et rejetés maintenant baisse; en même temps on note une baisse de l'achat des facteurs nécessaires à leur production ce qui a causé une nouvelle vague de la crise. Celle-ci touche aussi les compagnies qui approvisionnaient la production rejetée par le marché, même si elles mêmes produisaient d'une façon satisfaisante. Ainsi donc la vérification de l'offre qui a été déclenchée par les décisions des consommateurs qui adaptaient leurs achats à leurs besoins, donc par une impulsion positive, a ensuite perdu sa sélectivité positive en s'étendant à tous les chaînons de l'économie liés les uns aux autres. Cela était inévitable. Le marché par le biais des décisions des acquéreurs vérifiait non seulement des entreprises particulières mais aussi des réseaux entiers de liens économiques dans lesquels se trouvaient également des

chaînon sains.

La baisse de la production a causé la crise financière des entreprises qui a été renforcée par deux particularités héritées de l'économie planifiée. Premièrement une participation élevée des frais fixes dans la structure des frais qui résultait du surinvestissement des entreprises. Deuxièmement le manque de lien entre la production et l'emploi et les rémunérations. Les frais fixes élevés et un fond de salaire rigide ont entraînés la perte massive par les entreprises de la possibilité de régler leurs engagements et les encombrement de paiement sont devenus chose courante. La crise financière des entreprises a causé la crise des finances publiques en diminuant les revenus des impôts. La crise des finances publiques a été renforcée à son tour par une autre particularité de l'économie planifiée: la dépendance des revenus des impôts au budget de l'état surtout des rendements et des revenus des entreprises avec un manque d'impôts particuliers et un faible développement des impôts intermédiaires. Des revenus d'impôts diminués ont paralysé l'activité d'intervention de l'État et ont causé de plus un conflit entre le pouvoir et un secteur financier du budget très élargi dans le passé. De plus la diminution des revenus des impôts était accompagnée d'une forte pression visant à augmenter les dépenses budgétaires et venant de différentes sources: des entreprises en difficultés, du secteur budgétaire afin d'équilibrer les frais plus grands, des nouveaux besoins sociaux comme l'aide aux chômeurs. La crise des finances publiques a aussi causé les effets secondaires qui ont touché des entreprises d'une façon non-sélective.

Les impulsions premières de la crise et la cascade d'impulsions secondaires a causé une baisse d'activité économique commençant au dernier point d'équilibre propre à l'économie planifiée jusqu'au point qui était le premier et initial point

d'équilibre dans des conditions de marché. Jusqu'au niveau étant pour ces économies un "nouveau début" après le passage par le purgatoire de la crise.

La baisse de l'activité jusqu'au nouveau point d'équilibre ouvre le problème des facteurs de production qui ont perdu leur emploi: la main d'oeuvre et les biens fixes. Revenons à la transformation de la structure de la demande dont il a déjà été question. Elle était générale mais non homogène. Pour certaines catégories de biens la différence par rapport au point de départ était considérable pour d'autre elle était moindre. On peut dire en usant de la métaphore qu'il y avait des endroits où l'ouragan de la transformation avait une grande force et d'autres où il était plus facile de survivre. Cette hétérogénéité a eu une signification importante lorsqu'il s'agit de l'adaptation des entreprises à la nouvelle situation. On pourrait formuler une règle générale en disant que les entreprises qui étaient les plus appréciées dans les préférences de l'ancien pouvoir ont rencontré le plus de difficultés dans leur adaptation aux préférences des consommateurs et ont été touchées par la crise la plus lourde. Deux facteurs ont décidé de cet état des choses. Premièrement plus on était haut dans les préférences du plan plus il y avait de tendances et des possibilités au gigantisme et au surinvestissement ce qui devenait une grande entrave dans l'économie de marché. Deuxièmement plus haut l'on se trouvait dans les préférences du plan plus loin on aboutissait dans les préférences des consommateurs. La demande qui a disparu totalement c'est surtout celle stimulée artificiellement par l'idéologie ou bien des demandes spécifiques générées par le système politique et économique. Voici quelques exemples.

La demande artificielle pour les produits agricoles fortement dotés des exploitations agricoles de l'État. L'agriculture collective a formé par la suite une

demande artificielle pour des facteurs de production. Ce mécanisme est par exemple à l'origine des problèmes actuels de "Ursus" une usine énorme de tracteurs dans la banlieue de Varsovie. Un autre type de demande artificiellement stimulée était celle qui résultait de la division du travail "planifiée" dans le cadre de COMECON. Après la chute de cette division du travail avec le système planifié la demande a disparu et de nombreuses compagnies créées pour la satisfaire se sont retrouvées dans le vide. COMECON a aussi un lien avec la grande demande militaire de la guerre froide liée à la politique impériale de l'URSS. Afin de satisfaire ces besoins d'énormes secteurs d'armement ont été créés dans les pays socialistes qui demandaient à leur tour un développement des chaînes précédentes de la chaîne de production. C'est ici que prennent leur source les problèmes des industries d'armement, de l'industrie minière, de la métallurgie et même des hôpitaux (de gigantesques hôpitaux construits en Pologne pour recevoir les blessés pendant la guerre de la conquête des pays de l'Europe de l'Ouest). Les préférences centrales étaient exprimées par des dotations et des réductions. La dotation des facteurs de production comme l'énergie et aussi des biens de consommation afin de maintenir leur prix bas élargissait la demande en favorisant leur gaspillage. Afin de satisfaire cette demande on agrandissait les capacités de production. Elles ont perdu leur emploi avec le personnel lorsque les prix libres et l'obligation d'économiser ces biens ont été restaurés.

La conclusion est donc telle: le passage de l'économie planifiée à l'économie de marché est accompagné par la destruction d'une partie des facteurs de production, par une certaine désindustrialisation. On peut dire que c'est la réalisation perverse d'une des thèses de Karol Marks: les périodes de passage entre

les formations sociales sont des périodes de destruction d'une partie des forces productives. Le potentiel le plus menacé de destruction est celui créé pour satisfaire les besoins spécifiques de l'économie planifiée. Mais aussi les capacités productives "ajoutées" afin que les segments spécifiques puissent fonctionner.

### **III. La politique économique de la période de transformation.**

Comme je l'ai déjà dit il n'y a pas de politique économique capable de remédier à l'apparition de la crise de transformation. Donc les nombreuses critiques déclarant que c'est une politique économique erronée qui a causé la crise manquent leur but. Mais le rôle de la politique reste très important. D'elle dépend l'institutionnalisation du marché dans le pays, dont l'efficacité ou la non-efficacité dépend la durée et la gravité de la crise. Le but principal de l'État pendant cette période devrait être de doter le marché d'institutions propres à lui et l'adaptation la plus rapide possible du tissu économique hérité du communisme aux nouvelles conditions. C'est donc le temps approprié à l'interventionisme adaptatif.

Puisque dans l'économie de marché le premier moyen de régulation est l'argent, l'adaptation des phénomènes financiers devient de première importance. Le torrent des réformes de transformation devrait commencer par l'instauration d'un contrôle des courants financiers donc par la restauration de l'ordre monétaire et par son soutien tout au long des réformes suivantes. On peut diviser les pays post-communistes en deux groupes: les pays où la transformation mène au succès et ceux qui se trouvent toujours en convulsions. Le trait commun des premiers (République Tchèque, Hongrie, Pologne) est le fait qu'ils ont en premier lieu introduit l'ordre financier, si cela était nécessaire avec l'aide d'un programme sévère de stabilisation, tandis que les seconds ont tardé à le faire ou bien ont agité

sans conséquence. Malgré le fait que la politique de stabilisation et d'ordre financier puisse être introduite rapidement et malgré l'importance énorme de son introduction efficace pour les réformes suivantes effectives, seulement un petit nombre de pays est arrivé à l'instaurer et à la réaliser avec conséquence jusqu'au bout. Pourquoi? Parce qu'une telle politique est extrêmement dur de s'y tenir. Elle est simple techniquement mais très compliquée politiquement parce qu'elle provoque immédiatement de haut frais sociaux. Ce sont les frais du traitement mais l'opinion publique les perçoit comme des erreurs du pouvoir. Cette opinion trouve un appui dans les propos de l'opposition. La politique de stabilisation est une de celles qui usent l'autorité des gouvernements le plus vite. Un bon exemple de ceci est l'histoire du gouvernement de Mazowiecki.

Les frais sociaux élevés accompagnant inévitablement la politique de stabilisation, l'érosion de l'autorité des gouvernements et parfois même des risques de révoltes sociales sont les causes générales du refus des politiciens d'entreprendre des actions de stabilisation et aussi la cause de leur arrêt avant terme. Mais il existe également un frais social de l'abandon de la stabilisation – le frais du chaos financier. Beaucoup de politiciens de la période de transformation ne sentaient pas qu'ils avaient à effectuer un choix: les frais sociaux de la stabilisation ou bien des frais sociaux beaucoup plus élevés du chaos financier; des frais du traitement ou bien les frais énormes de la désintégration, des frais pouvant mener au succès ou bien des frais menant à coup sûr à la catastrophe économique.

A part la fonction du but, la politique de transformation devrait prendre en compte deux conditions de limitations: la protection sociale des groupes les plus faibles par rapport à la confrontation au marché et une protection réfléchie du

marché national afin que la concurrence étrangère ne détruise pas des entreprises capables de s'adapter aux nouvelles conditions, avant qu'elles n'aient l'opportunité de le faire. On peut donc dire qu'au coeur de la politique économique en période de transformation devrait se trouver un interventionisme adaptationnel comme fonction de but et un interventionisme protectionnel comme activité additionnelle. Une telle politique est menacée par les dégénération suivantes:

Premièrement le mépris des conditions de limitation pour un passage le plus rapide. Je vais appeler cette dégénération une conception extrême de la thérapie de choc. Elle mène à un approfondissement de la crise et à une confrontation trop rapide des entreprises encore faibles avec une concurrence étrangère forte et à une accumulation de tensions sociales. En fin de compte elle peut engendrer un effondrement de la politique de transformation et la passage à une conception graduelle à laquelle je passe maintenant.

Deuxièmement le repoussement du but principal à un plan plus lointain et une prise au premier plan de la protection de la population contre les effets de l'activité du marché. D'une telle approche vont sortir des conceptions d'un passage graduel de l'économie planifiée à celle de marché. Tous les pays post-communistes qui souffrent de la crise le plus longtemps et avec le plus de problèmes jusqu'à ce jour, ont choisi cette approche. C'est une approche tout aussi trompeuse que le chant séducteur des syrènes.

Troisièmement la constatation prématurée de la fin de la transformation. Le danger d'une telle erreur est d'autant plus grand que l'économie est en meilleur état et qu'elle commence à noter une croissance économique. Cette croissance peut être causée au début par des facteurs exceptionnels et à court terme mais être considérée

comme un résultat d'une adaptation de l'économie au marché. Ce danger – la fin prématurée de la thérapie – menace bien sûr les pays du succès de la transformation.

**Conclusion.**

Répétant les thèses principales de mon exposé: la régulation de marché se recrée toute seule, sa collision avec le tissu économique de l'économie planifiée provoque inévitablement la crise de transformation. Cette crise est plus courte et moins grave dans les pays qui institutionalisent leur marché rapidement et efficacement et qui transforment le tissu économique hérité du système précédent. La politique de transformation est menacée par trois grands dangers: l'extrême thérapie de choc, la gradualisation et l'abandon prématuré du traitement.